

« La majorité se fout de l'opposi

Voici un an, le PTB faisait son entrée au Parlement. Interview de Raoul Hedebouw, député fédéral et porte-parole national du PTB, sous forme de bilan d'étape.

Propos recueillis par Guéric Bosmans et Arnaud Lismond-Mertes (CSCE)

Pour la première fois dans l'histoire du PTB, les élections du 25 mai 2014 à la Chambre ont permis à des candidats de ce parti d'être élus dans des assemblées parlementaires. Même limitée à deux députés, respectivement élus dans la circonscription de Liège et dans celle du Hainaut, cette élection est un fait nouveau sur la scène politique belge. Depuis 1985, date à laquelle les deux derniers députés du Parti communiste belge

il suffit à la majorité d'imposer une motion « pure et simple » pour qu'il n'y ait pas de débat en séance plénière, alors que nous avons préparé une longue intervention en vue d'une discussion plénière. C'est l'apprentissage du fonctionnement d'une très grosse machine politico-administrative. Dans ce cadre, et malgré le fait que nous n'ayons que deux députés fédéraux, nous avons pu donner un certain ton dans des débats au sein

du Parlement. On n'est pas dupes : quand le Premier ministre dit que « le PTB donne le ton au niveau de l'opposition », il cherche à créer des tensions au sein des partis de l'opposition. Mais nous sommes visibles, et nous intervenons sur la base de dossiers bien construits.

Par exemple, au niveau fiscalité, le débat sur le *tax shift* porte aujourd'hui en partie sur l'imposition des fortunes, ce qui était quelque chose d'inimaginable il y a trois ou quatre ans en Belgique. Depuis le début des années 1980, l'impôt sur la fortune n'avait plus fait l'objet d'un débat politique, en dehors des périodes électorales. Nous avons

« Nous devons encore nous diversifier, être plus présents sur les enjeux écologiques, le nucléaire. »

n'ont pas été réélus, la Chambre ne comptait plus de représentants parlementaires se revendiquant de la gauche radicale. Nous avons sollicité le point de vue de Raoul Hedebouw, député fédéral et porte-parole du PTB, sur cette première année de présence au Parlement. Il nous a livré son analyse d'une année marquée par les attaques du gouvernement Michel (N-VA/MR/CD&V/VLD) sur l'index et sur les pensions, et par un mouvement de contestation sociale de très grande ampleur (1).

Ensemble ! : Quel bilan tirez-vous de votre action, un an après votre entrée au Parlement ?

Raoul Hedebouw : Nous sommes satisfaits de ce que nous avons réalisé. Nous avons dû apprendre beaucoup de choses. En tant que parlementaires, nous sommes partis de zéro. On a dû trouver comment introduire des questions écrites, orales, des questions d'actualité... On découvre progressivement l'ensemble des instruments du travail parlementaire ; ce n'est que vers la fin du mois de juin qu'on aura tout essayé. On découvre, par exemple, que lorsqu'une motion est déposée par un parti minoritaire,



tion parlementaire ! »

été pour beaucoup dans la remise à l'ordre du jour de ce débat, à travers notre proposition de taxe des millionnaires et le travail réalisé par mon collègue Marco Van Hees. Nous avons également tenu à faire entendre au Parlement, par le biais de témoignages, la réalité de la souffrance sociale vécue par la population, qu'il s'agisse des exclusions du chômage, des prépensions, des fermetures d'entreprises... Nous commençons également à être présents sur d'autres dossiers. Sur celui de la SNCB, par exemple, que Jacqueline Galant veut scinder définitivement.

Par ailleurs, nous nous étions engagés à rester en contact avec la société civile et avec le terrain. Dans une certaine mesure, et certainement au niveau syndical, nous y sommes arrivés. Sur les prépensions, par exemple, nous avons contribué à faire retirer l'arrêté royal qui demandait aux prépensionnés (de Caterpillar, d'Arcelor...) de rester

« disponibles sur le marché du travail ». Une petite victoire, une goutte d'eau dans le seau de mesures de droite que nous avons ramassé dans la figure. Mais il n'est pas commun de réussir à obliger un gouvernement à faire marche arrière. Nous étions les premiers à nous engager sur ce dossier, et nous avons notamment soutenu l'envoi à Kris Peeters, le ministre de l'Emploi, de milliers de mails d'interpellation compor-

lement. On se rend compte qu'il y a, par exemple, au sein du Parlement, une petite commission technique qui se réunit le lundi matin et qui traite de l'application des directives européennes. C'est une commission technique dont le pouvoir est énorme. Mais le débat y est très faible, parce que ce n'est pas un lieu de débat, c'est un lieu où l'on « prend acte que ça arrive ». La capacité réelle du Parlement fédéral d'influencer les décisions est

« Le PS est affaibli parce qu'il n'est pas revenu sur les erreurs qu'il a commises, pour la bonne raison qu'il ne considère pas que ce sont des erreurs ! »

tant des témoignages très forts. Mais nous devons être plus présents, et avec d'autres acteurs, sur d'autres sujets : la guerre, les droits démocratiques... Nous allons travailler, avec la Ligue des Droits de l'Homme, sur la présence de militaires dans les rues. Nous devons encore nous diversifier, être plus présents sur les enjeux écologiques, le nucléaire. Il nous reste beaucoup de travail pour organiser un circuit « aller-retour » entre la société civile et nos députés.

Quelles sont les limites de ce travail parlementaire ?

Tout d'abord, il y a des limites à court terme. Il est frappant de constater à quel point la majorité et l'exécutif n'ont rien à foutre de ce que l'opposition parlementaire apporte. Et ils ne s'en cachent même pas : « *De toute façon, les gars, faites toutes les propositions de loi que vous voudrez, elles ne seront même pas discutées.* » Les propositions sont prises en considération, mais elles ne font pas l'objet d'un débat. Je me demande comment font les députés d'opposition, qui n'ont que l'action parlementaire, pour tenir. D'où vient leur énergie ? C'est une énergie qui est absorbée et complètement neutralisée dans le système parlementaire. Il y a également des limites à long terme au sein du Par-

relativement faible. Par contre, j'ai été impressionné par l'impact de la peur du mouvement social sur le climat à l'intérieur du Parlement. En novembre-décembre, même si nous n'étions que deux députés, nous sentions que nous parlions avec une voix décuplée par le mouvement. Lorsque la lutte extraparlamentaire est plus calme, le gouvernement méprise bien davantage la voix de l'opposition. La dynamique entre les mobilisations sociales et les interventions parlementaires est intéressante.

Sur quoi se marque la différence politique entre le PS et le PTB lorsqu'ils sont dans l'opposition ?

La crédibilité de l'opposition PS est mise à mal par son action antérieure, et le MR en joue beaucoup. Presque à chaque débat parlementaire, le gouvernement répond au PS : « Mais il y a un an, vous avez fait à peu près la même chose, on ne fait qu'aller un peu plus loin ! » Bien sûr, le MR veut se dédouaner, alors qu'il y a, avec la N-VA, des sauts qualitatifs qui ont été franchis par rapport au gouvernement précédent. Je ne mets pas sur le même pied le gouvernement wallon et le gouvernement fédéral, de type thatchérien. Mais le PS est affaibli parce qu'il n'est pas revenu sur les erreurs qu'il a commises, pour la bonne raison qu'il ne considère pas que ce sont des erreurs ! Prenez le coeur d'Elio Di Rupo, qui « saigne » pour les chômeurs exclus. C'est vécu comme

Raoul Hedebouw, député fédéral et porte-parole du PTB :

« Le mouvement social et la gauche doivent reprendre confiance en eux. »



⇒ une hypocrisie sans nom par une bonne partie du peuple de gauche, car le PS ne remet pas fondamentalement en cause l'« activation » du demandeur d'emploi. Cette philosophie politique est aujourd'hui complètement intégrée dans l'ADN du PS. Je

sition PTB et celle du PS. Cela dit, chaque fois que le PS ou Ecolo font une bonne intervention en séance, j'applaudis. La réciproque n'est pas nécessairement vraie. Je le regrette. On arrache parfois l'un ou l'autre applaudissement d'Ecolo, jamais du PS.

bombardements des F16 en Libye, en Afghanistan et en Irak ne font pas non plus l'objet de débats. Le consensus est total. D'habitude, il y a une dynamique de majorité et d'opposition au moment des votes. Sur ces sujets-là, le tableau de vote est entièrement

« L'idée de négocier sans maintenir un rapport de forces social a montré ses limites : il n'aurait peut-être pas fallu relâcher la pression après le 15 décembre. »

parle bien du PS, et pas d'Ecolo. Pour pouvoir être une gauche d'opposition crédible, il faudrait pouvoir revenir là-dessus, et ce n'est pas le cas du PS. Autre différence : un jour j'ai eu un clash avec Madame Onkelinx parce qu'à minuit passé j'avais quitté une réunion de commission sur le saut d'index. Le lendemain matin, j'allais distribuer des tracts dans les gares pour mobiliser contre le saut d'index. On avait tout dit en commission, ça n'allait rien changer de rester, mais le PS jouait la flibuste, prolongeait le débat pour retarder la décision.

Voyant que je parlais, Onkelinx m'a interpellé : « Ah ! Le PTB abandonne le débat sur l'index en commission ! » Je lui ai répondu que j'avais d'autres choses à faire, que je devais mobiliser à l'extérieur du Parlement. Cela me semble emblématique : le PS focalise son énergie sur ce type de travail parlementaire, alors que, on peut le constater, il ne sert à

rien. Il faut le faire, mais personne ne peut prétendre qu'on aurait pu faire obstacle au saut d'index en faisant des discours de trois heures à la Chambre. Kris Peeters et le Premier ministre se moquent qu'on fasse des discours de trois heures ! J'ai été étonné que le fonctionnement politique du PS soit à ce point limité à l'action parlementaire. C'est la grosse différence qualitative entre l'oppo-

tion PTB et celle du PS. Cela dit, chaque fois que le PS ou Ecolo font une bonne intervention en séance, j'applaudis. La réciproque n'est pas nécessairement vraie. Je le regrette. On arrache parfois l'un ou l'autre applaudissement d'Ecolo, jamais du PS.

Au-delà de l'Etat social actif, identifiez-vous d'autres divergences majeures avec le PS ?

Le doctrine de la compétitivité est une : l'idée qu'on va pouvoir tirer le pays de la crise en étant plus compétitifs est un dogme libéral qui fait partie de patrimoine commun de quasiment tous les partis représentés

au Parlement, à part le PTB. Le débat au Parlement sur la réduction des cotisations sociales n'existe pas ! Chaque fois que le ministre des Pensions dit que « tout le monde est d'accord sur le fait que les charges sur les salaires sont trop lourdes en Belgique », il doit désormais ajouter « à l'exception des deux exotiques dans le fond », car nous sommes

déjà intervenus quinze fois pour lui dire : « Monsieur le Ministre, il y a d'autres voix ici... ». Mais ce consensus est terrible, et n'est même plus l'objet de débats à la Chambre. S'il y a un débat, c'est uniquement sur le financement alternatif de la Sécurité sociale. Mais sur l'idée que le problème, ce sont les salaires, le consensus est complet si l'on excepte le PTB. En matière de politique étrangère, les

vert avec deux points rouges, qui représentent les deux votes « contre » des députés PTB.

Et au sujet de l'Union européenne ?

Sur la Commission européenne et l'Europe libérale, relativement peu de sujets sont soumis au Parlement, et on est clairement hors du cadre consensuel avec le PTB. Nous ne sommes pas favorables au repli national, c'est important par rapport au débat à l'intérieur des gauches radicales. Nous croyons qu'il y a une classe ouvrière européenne, engendrée par le système de production, et qu'il y a un Etat supra-national en formation. Dès lors, nous croyons à la nécessité de luttes communes au niveau européen. Mais nous ne nous situons pas dans une logique de réforme de l'Union européenne : nous pensons qu'il faut la refonder de fond en comble, car son fondement même est libéral et capitaliste. Ce débat-là est extrêmement rare au Parlement fédéral, car les ministres ont le pouvoir de prendre position au sein des réunions des Conseils des ministres européens, sans mandat spécifique du Parlement. On a eu un avant-goût de débat lors d'une question d'actualité par rapport au positionnement de l'UE au sujet de la dette grecque. Alors que nous défendions l'idée que la Grèce ne pouvait plus rembourser sa dette, nous avons dû constater que la plupart des partis était favorables à ce remboursement. A ce moment, nous avons bien senti que nous étions « hors cadre ».

En Belgique, malgré la mobilisation sociale et l'adoption de mesures très dures, les sondages n'indiquent pas de perte de popularité de la majorité. Comment l'interprétez-vous ?

Cela pose la question suivante : jusqu'où aller dans le mouvement social ? On a bien vu qu'en novembre-



Le dernier livre du PTB, publié à l'occasion du 1^{er} mai.

décembre (avant les attentats de Paris), la N-VA perdait 4 % d'intentions de votes. Cela confirme que, lorsqu'il y a une polarisation gauche-droite, ça peut un peu faire bouger les lignes. La question est : jusqu'où aller ? Aujourd'hui, on constate que le mouvement social connaît, au minimum, une pause. Il doit mener une réflexion interne sur les leçons à tirer de cette séquence. Elles ne doivent pas être tirées toutes dans le même sens. Mais, pour ma part, je pense que l'idée de négocier sans maintenir un rapport de forces social a montré ses limites. Il n'aurait peut-être pas fallu relâcher la pression après le 15 décembre. Le gouvernement a sauté dans la brèche... Plus fondamentalement, il y a un combat à mener dans l'opinion publique. Beaucoup de gens croient encore qu'en faisant le gros dos, ça va passer. Il faut extirper cette idée des esprits : non, ça ne va pas passer. Il n'y aura pas de taxe des millionnaires dans le *tax shift*, le gouvernement va bientôt monter à l'attaque sur la flexibilité du travail... Il y a un bilan à tirer, mais c'est pour aller plus loin la prochaine fois. On le voit dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne : la lutte connaît toujours des flux et des reflux. Il faut être réaliste : on n'avait plus connu depuis longtemps une lutte sociale d'une telle ampleur en Belgique, et on ne peut pas obtenir tout du premier coup. Le mouvement social et la gauche doivent reprendre confiance en eux. Ce qui manque également, c'est d'oser aller à l'offensive, de sortir des sentiers battus. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de mettre en avant l'idée de réduction du temps de travail à trente heures par semaine, notamment à travers la sortie de notre livre *La taxe des millionnaires et sept autres brillantes idées*. Il faut sortir de l'attitude défensive, ce qui n'a plus été fait en Belgique depuis la crise de 1973. Il faut oser revenir avec « notre réalisme à nous » : la réduction du temps de travail, la médecine de première ligne gratuite, l'enseignement polyvalent... C'est au moment où le monde du travail s'est montré offensif qu'il a remporté des victoires. Nous avons, en tant que gauche politique, la responsabilité d'ouvrir ces débats-là. Quand il dispose d'un projet de société alternatif global, le peuple est prêt à monter au combat. Nous allons tenter d'y apporter notre contribution. Sur la

réduction du temps de travail, c'est un engagement de longue haleine, ce n'est pas avec deux communiqués de presse qu'on va y arriver. On a un travail de reconquête idéologique à mener. La sortie de notre dernier livre, où l'on défend également l'idée de villes « carbone-zéro », le système d'enseignement finlandais, le mouvement coopératif, s'inscrit dans cette perspective.

En Flandre, les derniers sondages indiquent que 70 % des citoyens soutiennent toujours les partis de la majorité, voire plus à droite, contrairement à ce qu'on observe du côté francophone. Comment analysez-vous cette situation, avec des rapports de forces politiques différents ?

La première démarche est d'avoir un intérêt politique pour toute la diversité du pays. Je ne nie pas les différences, mais la réalité est plus complexe que deux Communautés homogènes. Les réalités sont, par exemple, également différentes entre Liège, Namur, le Luxembourg et

« C'est au moment où le monde du travail s'est montré offensif qu'il a remporté des victoires. »

Bruxelles. La Belgique est un laboratoire formidable pour les luttes au niveau européen. On ne va pas gagner ici sans les travailleurs roumains, par exemple. Si on ne construit pas le rapport de forces avec eux, on perd. La seule voie, c'est d'élargir les luttes en tenant compte de la diversité.

Revenons-en à la situation politique actuelle en Flandre, au-delà de la force de communication de la N-VA et de celle des luttes. On constate qu'après vingt-cinq ans d'ultra-libéralisme et de culture du « moi-je », les partis nationalistes de droite, c'est-à-dire la N-VA et aussi d'autres partis présents un peu partout en Europe (tel le FN en France) ont réussi à reprendre l'aspiration populaire au « nous » et à l'imposer à l'agenda politique. Mais il s'agit du « nous » de la nation flamande. Par rapport à ça, l'enjeu pour la gauche en Flandre est

de recréer l'adhésion à un « nous » de classe. Ce qui passe par une rupture avec la gauche blairiste. La population est angoissée par rapport à son avenir, et De Wever donne l'illusion de construire un « nous » de solidarité intérieure flamande - et donc de rejet des Wallons et des Bruxellois. Il y a là un travail de reconquête à faire, après vingt-cinq années de recul de la gauche sociale-démocrate flamande. Ce n'est pas un hasard si la N-VA reprend tous les alentours d'Anvers. Il faut également reconquérir le terrain délaissé, pendant cette période, par une autre partie de la gauche, à savoir le PTB, parce qu'elle était trop repliée sur elle-même. Notre isolement a été dommageable. On voit bien que c'est possible à travers la percée que nous avons obtenue aux élections communales de 2012 à Genk, Zelzate, etc. Lors des élections de 2014, à Anvers, nous avons raté de peu (0,3% des voix) l'obtention l'élection de Peter Mertens à la Chambre. Mais nous avons tout de même attiré, dans ce district du « grand-Anvers », davantage de voix que le VLD ou le CD&V.

Cette absence d'élu fédéral en Flandre ne favorise pas notre visibilité. Nous devons relever ce défi, car nous répondons à un besoin : les vidéos de mes interventions à la Chambre, toujours bilingues, sont plus regardées du côté flamand que du côté francophone. Je reçois tous les jours des dizaines de mails de Flamands, qui découvrent à travers les réseaux sociaux que

le PTB (seul parti resté unitaire au niveau national) a des élus. J'espère qu'on va avancer, et je suis persuadé que c'est la seule façon de faire reculer les nationalistes.

Si vous deviez pointer une fierté et un regret dans le bilan de cette année au Parlement...

Je suis très fier que nous ayons pu conserver une présence importante sur le terrain. Avant, les gens rencontraient des militants de parti ; aujourd'hui, ils rencontrent des députés. Un regret : avec nos deux seuls députés, nous ne pouvons pas suivre tout le travail dans les commissions du Parlement. Il faut faire des choix entre des sujets intéressants. Cela restera un regret jusqu'aux prochaines élections, où nous serons cinq ou six... □

(1) Interview réalisée le 6 mai 2015.